

Fukushima : sous la centrale se forme un marécage radioactif

dimanche 8 septembre 2013, par [HUMBERT Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 3 septembre 2013).

Malgré les efforts du gouvernement japonais et de la compagnie Tepco pour faire croire à un retour à la normale à Fukushima, la situation sur le site nucléaire reste extrêmement critique. Le sous-sol de la centrale est en train de s'affaisser dangereusement et un séisme risquerait de tout précipiter dans la mer. Voici une synthèse de la situation, trente mois après la catastrophe.

Sommaire

- [Un gigantesque sarcophage \(...\)](#)
- [Les populations victimes \(...\)](#)

Correspondance, Tokyo

Trente mois après la catastrophe déclenchée le 11 mars 2011, la situation n'était toujours pas sous le contrôle de la compagnie Tepco, que l'Etat laisse en première ligne tout en la finançant. Le déluge d'informations et de communiqués émis par Tepco et les autorités concernant la situation a eu pour objet de faire croire au retour progressif à la normale grâce aux moyens mis en œuvre. En fait la situation est telle que la construction d'un sarcophage complet serait nécessaire.

Par ailleurs, l'objectif a été de rassurer les populations et d'organiser au plus vite le retour de celles qu'il avait fallu évacuer. La réalité est que les populations sont les victimes du négationnisme nucléaire.

Un gigantesque sarcophage est nécessaire

Depuis le début, de l'eau de refroidissement est injectée dans les réacteurs. Cette injection reste nécessaire et le circuit n'est pas fermé. Une installation retraits l'eau récupérée, mais sans diminuer suffisamment sa radioactivité pour qu'on puisse la déverser dans la mer ; il faut donc la stocker. 300 000 m³ d'eau radioactive se trouvent ainsi contenus dans près d'un millier de cuves, qui commencent à fuir. Cependant, toute l'eau injectée dans les réacteurs n'est pas récupérée. Une partie de cette eau contaminée a envahi les sous-sols et des tranchées.

En outre Tepco et les autorités publiques ont reconnu en août que 300 m³ d'eau polluée - soit le tiers de ce qui est injecté chaque jour - rejoint la mer.

Tepco semble incapable de colmater les brèches, mais il n'est pas question d'arrêter ou de ralentir cette injection d'eau, l'état des réacteurs ne le permet pas. Bien au contraire, on a même appris en

juillet qu'il était toujours nécessaire, comme on le fit au plus fort de la crise en 2011, d'y injecter de l'azote.

Au vu des informations récentes, il apparaît que le risque en cas de séisme ne concerne pas seulement, comme on le pensait jusqu'à présent, la piscine du réacteur n°4, mais la totalité du site de la centrale.

On peut soupçonner qu'ayant percé leurs cuves, les cœurs fondus des réacteurs ont enfoncé et fissuré les enceintes de confinement et les radiers de béton, ouvrant le chemin à l'eau de refroidissement qu'ils reçoivent. Elle se charge de radionucléides et les emmène dans les sous-sols, dans les tranchées et dans la nappe phréatique qui communique avec la mer. Ceci est cohérent avec toutes les données de relevés publiés par Tepco.

Le dessous de la centrale est en train de devenir un marécage radioactif. Un séisme violent pourrait provoquer un glissement de terrain qui emporterait le tout dans l'océan. Pour parer à cela, il faut envelopper le tout dans un gigantesque sarcophage. Pour le moment il n'en est rien dit officiellement.

Les populations victimes du négationnisme nucléaire

La nouvelle équipe au pouvoir espère redémarrer les centrales arrêtées. Pourtant, dès la mi-septembre, le Japon se retrouvera sans aucun réacteur nucléaire en activité. Le gouvernement, continue comme depuis mars 2011, à minimiser tant l'étendue des zones concernées par la contamination que le niveau de sa dangerosité. Elle persiste à prétendre que 20 msv/an [milliSievert / an] constitue un niveau de radioactivité inoffensif pour les populations, qu'on pourrait donc laisser vivre dans des zones présentant ce niveau. Elles se calent sur la position officielle des organismes internationaux clamant l'innocuité de l'exposition à des doses dites faibles tant qu'elles restent en dessous de 100 msv/an.

Une récente étude menée en Australie sur la population de l'ensemble des jeunes sur plusieurs années vient pourtant de démontrer qu'à partir de 4 msv/an d'exposition, on voit apparaître des effets sur la santé.

Les populations appelées par les autorités à revenir dans de telles zones se montrent récalcitrantes. Seules s'y décident des personnes âgées.

Ailleurs dans le département de Fukushima, la situation n'est pas pour autant « normale ». En 2010, dans la ville de Fukushima à 80 km de la centrale, on enregistrait un niveau de 0,4 msv/an. La norme internationale est de 1 msv/an. Le niveau mesuré dans le département était annoncé le 17 août comme étant de 3 msv/an - soit sept fois plus qu'en 2010. Au bureau de la mairie pour l'eau pure, l'indicateur, on mesure même un niveau atteignant presque les 4 msv/an.

Nombre de résidents restent dans cette ville et dans le département, faute de pouvoir faire autrement, mais sont inquiets. 300 000 personnes environ ont quitté depuis 2011 leur résidence - bien au-delà des communes ayant eu l'ordre d'évacuer - et nombre d'entre elles ont reçu un peu d'aide pour se loger de manière temporaire. Mais aucune aide à la relocalisation n'a été fournie, l'objectif des autorités étant qu'après un peu de temps, tout le monde revienne pour reconstruire un beau Fukushima.

Pourtant même dans des zones situées en-dehors du département, l'environnement est trop radioactif et les autorités l'ont reconnu de fait : elles ont financé un programme de décontamination

dans plusieurs départements où vivent près de 15 millions de personnes et qui incluent des communes de départements limitrophes de Tokyo (Saitama et Chiba par exemple).

La santé des populations japonaises est en danger sur le long terme, dans des proportions bien plus élevées que ce que montre la réalité d'aujourd'hui pourtant dramatique : les 200 000 enfants de Fukushima sont suivis quant à leur thyroïde et déjà 44 d'entre eux ont développé un cancer.

Mais on ne veut pas songer à ce qui se passerait si les autorités publiques et Tepco ne prenaient pas les mesures nécessaires face à l'état de la centrale et qu'un séisme venait précipiter des pans entiers de la centrale dans la mer.

Marc Humbert (Reporterre)

P.-S.

* Source : Marc Humbert pour Reporterre :
<http://www.reporterre.net/spip.php?article4606>

* Marc Humbert est professeur d'économie politique à l'université de Rennes. Il était, le 11 mars 2011, directeur à Tokyo d'un centre de recherche sur le Japon (CNRS- MAEE). Il suit attentivement l'actualité à Fukushima et a rédigé une note développée sur la situation présente, dont il a fait une synthèse pour Reporterre.